

Renforcer la résilience du commerce extérieur tunisien face à la fragmentation mondiale

Fatma MARRAKCHI CHARFI¹

Résumé

La montée des tensions géopolitiques, le durcissement des politiques commerciales et l'intensification des exigences environnementales transforment profondément l'environnement du commerce international. Pour une économie ouverte comme la Tunisie, fortement intégrée aux chaînes de valeur européennes, ces évolutions génèrent à la fois des risques et des opportunités.

Les analyses récentes montrent que la concentration géographique des exportations, la dépendance à certains intrants importés et la pression croissante des normes environnementales exposent l'économie tunisienne à des vulnérabilités accrues. Toutefois, la recomposition des chaînes de valeur mondiales ouvre également des perspectives de repositionnement stratégique.

Ce policy brief formule trois recommandations prioritaires :

1. Diversifier les marchés et renforcer l'intégration régionale.
2. Accélérer la montée en gamme et la transition bas carbone des secteurs exportateurs.
3. Développer des services à forte intensité de connaissances pour soutenir la compétitivité.

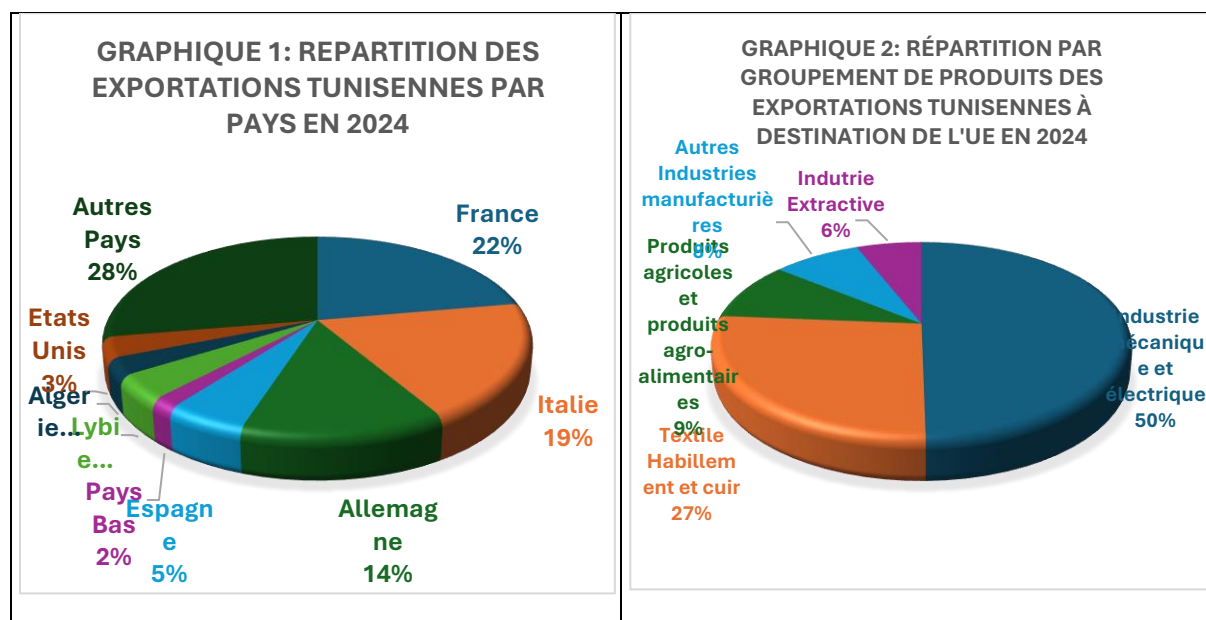
1. Contexte et problématique

Depuis la pandémie de COVID-19, l'économie mondiale connaît une dynamique de fragmentation caractérisée par la relocalisation partielle des chaînes de valeur, la multiplication des barrières non tarifaires, l'émergence de blocs commerciaux plus protégés et le renforcement des exigences environnementales tel que soulignés par :

- Le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, (qui consiste à appliquer aux importations un coût carbone équivalent à celui supporté par les producteurs européens soumis au marché du carbone.
- Les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance ESG qui sont utilisés pour évaluer la durabilité, l'éthique des entreprises au-delà de leurs performances financières.
- La taxonomie verte qui vise à orienter les investissements vers la transition écologique, qui pour l'Europe vise à atteindre la neutralité carbone en 2050.

¹ Fatma MARRAKCHI CHARFI est Professeure en Sciences Economiques à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Tunis et Directrice du Laboratoire d'Intégration Economique Internationale.

La Tunisie, dont plus de 70 % des exportations sont destinées à l'Union européenne, plus spécifiquement vers l'Italie, la France, l'Allemagne et l'Espagne (Graphique 1), est particulièrement exposée à ces dynamiques de fragmentation et aux évolutions dans les réglementations environnementales. Cette concentration géographique, combinée à une spécialisation sectorielle relativement limitée (Graphique 2), accroît la vulnérabilité aux chocs externes.



Source : Données recueillies de la base de données EUROSTAT

Par ailleurs, l'intensification des normes climatiques européennes risque d'augmenter les coûts d'accès au marché pour certains secteurs industriels en 2026 (ciment, acier, engrais, etc.), créant des pressions de court terme sur la compétitivité de ces secteurs et la compétitivité d'autres secteurs tels que le secteur des Textiles, habillement et cuir et celui de l'Industrie mécanique et électrique, ...) à partir de 2027 et au-delà, qui sont plus importants pour la Tunisie.

Toutefois, la reconfiguration des chaînes de valeur offre également des opportunités de "nearshoring" dont la Tunisie pourrait bénéficier, à condition de s'adapter rapidement aux défis géopolitiques, aux changements dans les politiques commerciales et aux exigences environnementales. Ceci est d'autant plus vrai que la Tunisie dispose d'un potentiel important en matière d'énergies renouvelables avec des atouts naturels (solaire, éolien) susceptibles de soutenir une trajectoire de décarbonation compétitive.

La transition bas carbone constitue une transformation structurelle du commerce mondial. Pour la Tunisie, elle représente un tournant stratégique : soit un facteur d'exclusion progressive des chaînes de valeur européennes, soit un levier de modernisation et d'attractivité.

Une stratégie coordonnée associant politique industrielle, financement vert et montée en compétences permettra de transformer la contrainte carbone en avantage compétitif durable.

2. Résultats clés et constats

Les analyses économiques récentes, dont les articles présentés lors du colloque du Laboratoire d'Intégration Economique Internationales portant sur le thème « Fragmentation, Dé-

globalisation et résilience économique : Quelles stratégies face aux Multi-crisis », mettent en évidence plusieurs éléments importants :

1. Une forte concentration des débouchés extérieurs.

La dépendance vis-à-vis du marché européen limite les marges d'ajustement en cas de ralentissement économique de l'espace européen ou de durcissement réglementaire en Europe.

2. Une vulnérabilité aux chocs logistiques et géopolitiques.

La crise COVID 19 a mis à nu la vulnérabilité des chaînes d'approvisionnement et par là la vulnérabilité du commerce extérieur basé sur la chaîne de valeur mondiale. En effet, les perturbations des chaînes d'approvisionnement affectent particulièrement les secteurs intégrés dans des chaînes de valeur fragmentées.

3. Une pression croissante des normes environnementales.

L'entrée en vigueur progressive du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM) renforce les exigences en matière de décarbonation et de traçabilité.

4. Un potentiel de repositionnement stratégique.

La proximité géographique avec l'Europe constitue un avantage comparatif dans un contexte de recherche de fournisseurs plus proches et plus fiables.

Ces éléments suggèrent que la question centrale n'est pas seulement celle de la vulnérabilité, mais celle de la capacité d'adaptation stratégique.

3. Implications pour la politique publique

Face à la fragmentation, trois enjeux majeurs se dégagent :

- Réduire la vulnérabilité externe de la Tunisie. En effet, une diversification insuffisante accroît l'exposition aux chocs asymétriques. De ce fait, la stratégie commerciale doit intégrer un élargissement des partenariats, notamment vers l'Afrique et les économies émergentes.
- Intégrer la contrainte environnementale comme levier stratégique. Plutôt que de considérer les nouvelles normes climatiques comme une contrainte purement coercitive, elles peuvent devenir un vecteur de montée en gamme et d'accès à des financements durables. La montée des exigences de traçabilité environnementale transforme l'accès au marché européen, principal partenaire commercial de la Tunisie. Pour les secteurs exportateurs tunisiens, la contrainte carbone représente un risque réel de perte de compétitivité à court terme. Toutefois, elle constitue également une opportunité stratégique de modernisation industrielle, d'attractivité des investissements verts et d'intégration dans les chaînes de valeur durables.
- Renforcer la complexité économique : La résilience ne repose pas uniquement sur la diversification géographique, mais aussi sur la capacité à produire des biens et services à plus forte valeur ajoutée. En se focalisant sur l'indice de complexité économique qui

mesure la quantité de connaissance productives incorporées dans la structure d'exportation d'un pays, la Tunisie, classée 51^{ème} sur 145 pays en 2023, a gagné 3 places sur les 5 dernières années (Figure 3). De plus, par rapport aux pays comparables, la Tunisie est mieux classée que le Maroc (91^{ème}), que l'Egypte (71^{ème}) et que l'Indonésie (72^{ème}). Par contre, la Tunisie est moins bien classée que le Turquie (42^{ème}) et la Jordanie (45^{ème}) (Figure 4).

Figure 3 : Evolution du classement de l'indice de complexité économique de la Tunisie

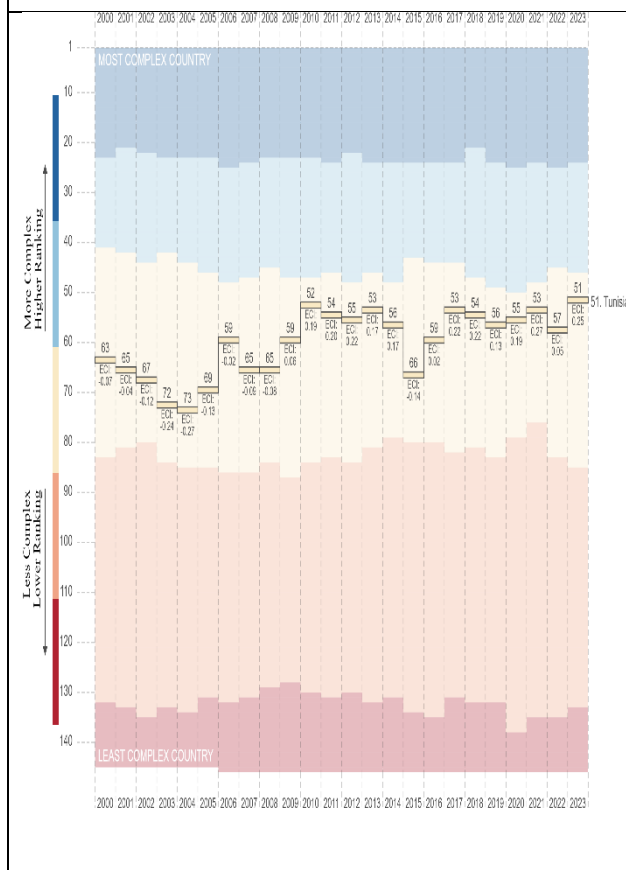
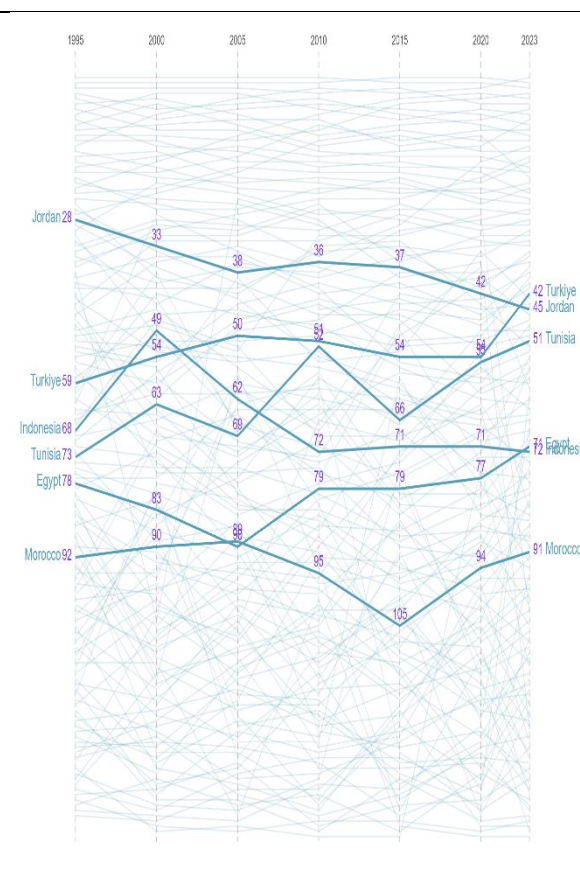


Figure 4 : Classement de l'indice de complexité économique de la Tunisie et des pays comparables



Source : Atlas of Economic Complexity

4. Recommendations :

Accélérer la diversification commerciale : Il serait souhaitable pour la Tunisie de mettre en œuvre une stratégie proactive de diversification des exportations vers l'Afrique subsaharienne et les marchés émergents, tout en consolidant les relations avec les pays européens dont ceux avec qui les relations commerciales sont presque nulles. Pour cela, il faudrait, renforcer la diplomatie économique, simplifier les procédures logistiques, douanières et portuaires et soutenir l'assurance-crédit à l'export, dans un horizon temporel de court à moyen terme (2–5 ans). Ces tâches incombent au ministère du Commerce, au CEPEX et au secteur bancaire.

Soutenir la transition bas carbone des entreprises exportatrices : Mettre en place un programme national de mise à niveau environnementale inspiré des programmes de

modernisation industrielle qui a été développé lors de la signature de l'accord de libre-échange avec l'Union Européenne de 1995. Pour ce faire, il s'agit d'orienter des Subventions ciblées pour la décarbonation et demander aussi, à l'UE de faire profiter des aides qu'elle perçoit au titre des taxes carbones, les pays partenaires du sud. Ainsi, une partie de la taxe carbone payée peut aider les pays du sud de la méditerranée dont la Tunisie à décarboner les secteurs avec une empreinte carbone élevée. La Tunisie devrait aussi pouvoir profiter d'une facilité d'accès aux financements verts internationaux, ainsi que d'un accompagnement en reporting ESG et traçabilité carbone. Ces actions devraient pouvoir maintenir l'accès au marché européen, améliorer la compétitivité à moyen terme ainsi que l'attractivité pour les investisseurs étrangers. En bref, il faudrait mobiliser les institutions financières nationales et internationales et les partenaires pour soutenir la transition industrielle.

Développer les services à forte intensité de connaissances (knowledge intensive business services : KIBS), en soutenant le développement de services innovants (ingénierie, digitalisation, conseil, IT) pour accompagner la transformation des entreprises industrielles. Les incitations fiscales et ou financières devraient contribuer à développer des services technologiques exportables, ainsi que le renforcement des partenariats université–entreprises. Le développement d'écosystèmes d'innovation régionaux devrait être aussi un bon levier de développement de ces services. L'impact attendu de ces actions est d'améliorer la diffusion de l'innovation, la montée en gamme dans les secteurs productifs, ainsi que la création d'emplois qualifiés.

5. Conclusion :

La fragmentation mondiale ne constitue pas uniquement un facteur de risque pour l'économie tunisienne ; elle représente également une opportunité de repositionnement stratégique. La résilience économique repose désormais sur trois piliers : diversification, transition environnementale et complexité productive.

L'enjeu pour la Tunisie n'est pas de se protéger du commerce mondial, mais de s'y intégrer de manière plus stratégique et plus qualitative. Les décisions prises aujourd'hui détermineront la capacité du pays à transformer les contraintes globales en leviers de compétitivité durable.